

Nouveau gouvernement en Égypte

L'Égypte s'est dotée d'un nouveau gouvernement qui a prêté serment hier samedi devant le président Abdel Fattah Al-Sissi, une semaine après la démission du précédent cabinet fragilisé par un scandale de corruption.

L'ancien ministre du Pétrole, Chérif Ismaïl, un technocrate qui dispose d'une longue expérience dans les compagnies pétrolières publiques, est le nouveau Premier ministre. Dans son premier discours après son intronisation, il a incité les Égyptiens à la patience, soulignant que le nouveau gouvernement «n'a pas de baguette magique» pour résoudre tous les problèmes que connaît l'Égypte. «Il faudra un certain temps pour résoudre certains problèmes», a-t-il ajouté alors que l'économie du pays est en berne et que des groupes djihadistes ont multiplié les attaques contre les forces de l'ordre. Le nouvel exécutif compte seize (bien seize) nouveaux titulaires — pour la plupart technocrates — sur un total de 33 portefeuilles, a indiqué la présidence. Les principaux ministres de l'ancien gouvernement restent toutefois en place, notamment Sameh Choukry aux Affaires étrangères, Magdy



Al-Sissi a investi un gouvernement dont les principaux ministres ont conservé leur portefeuille.

Abdel Ghaffar à l'Intérieur, Sedki Sobhi à la Défense et Hany Qadri Youssef Damiane aux Finances. Seules trois femmes ont obtenu des portefeuilles. Le gouvernement de l'ancien Premier ministre Ibrahim Mahlab, un proche du Président Al-Sissi, avait démissionné le 12 septembre après l'arrestation du ministre de l'Agriculture Salah Helal dans une retentissante affaire de corruption. Le cabinet était également critiqué pour le retard enre-

gistré par certains projets économiques. Les raisons du départ de M. Mahlab n'ont toujours pas été officiellement dévoilées mais un haut responsable avait indiqué à l'AFP, sous couvert d'anonymat, que le remaniement avait pour but «de donner un nouvel élan» au gouvernement. La formation du nouvel exécutif intervient à quelques semaines des élections législatives qui auront lieu entre le 17 octobre et le 2 décembre, un scrutin que de

nombreux observateurs jugent joué d'avance. Ces législatives se dérouleront en l'absence quasi-totale d'opposition. Les Frères musulmans qui dominaient l'opposition en Égypte depuis près de neuf décennies, ont été décrétés «organisation terroriste» en 2013 et les principales voix dissidentes laïques et libérales, en particulier les leaders de la jeunesse révolutionnaire qui chassa l'ex-président Hosni Moubarak du pouvoir en 2011, croupissent derrière les barreaux. Les élections législatives avaient été originellement annoncées pour début 2015 mais ont été annulées par une cour de justice pour des raisons techniques. Depuis 2012, le pays vit sans Parlement après la dissolution de ce dernier par la Cour suprême. Les dernières législatives remontent à fin 2011, dix mois après la révolte qui chassa M. Moubarak du pouvoir.

Elles avaient été remportées par les Frères musulmans de Mohamed Morsi, qui était devenu six mois plus tard le premier Président élu démocratiquement en Égypte. Il avait été destitué par l'armée en juillet 2013 et ses partisans réprimés dans le sang. L'Égypte fait face à une vague d'attaques menées par les djihadistes depuis la destitution de M. Morsi.

La Turquie a mené mardi de nouveaux raids contre le PKK en Irak : 55 morts

L'aviation turque a mené mardi dernier une nouvelle série de frappes d'envergure contre les camps des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, tuant au moins 55 de leurs combattants, selon des sources de sécurité citées par l'agence pro-gouvernementale Anatolie.

Ces bombardements ont visé les bases de Sinat et de Haft Anin dans le nord de l'Irak, et des dépôts de munitions ont été détruits, précise l'agence. L'opération, qui a mobilisé des chasseurs F-16 et F-4, a permis de «neutraliser au moins 55 à 60 terroristes» du PKK, ajoute Anatolie. L'armée turque a lancé au moins deux autres grandes opérations de ce genre contre les bases-arrière des rebelles kurdes ces dernières semaines. Par ailleurs, dans le but de renforcer la lutte contre le mouvement kurde armé avec lesquels les combats ont repris de plus belle après une trêve de deux ans, le gouvernement intérimaire turc, chargé de diriger la Turquie jusqu'aux élections du 1^{er} novembre, a décidé d'engager 5 000 nouveaux «gardiens de village», une organisation paramilitaire kurde controversée, a annoncé le ministre de l'Intérieur Selami Altinok, cité par la presse. «Suivant les instructions de notre Premier ministre (Ahmet Davutoglu), nous procéderons à l'affichage dans les journaux pour engager 5 000 gardiens de village», a-t-il dit, cité par la chaîne d'information NTV. Cette force auxiliaire armée, créée vers la fin des années 1980, est constituée actuellement d'environ 70 000 hommes et femmes rémunérés par l'Etat.

L'abandon de ce système de supplétifs a été réclamé à plusieurs reprises par les organisations de défense des droits de l'Homme en Turquie et à l'étranger. La milice, qui connaît

très bien la zone montagneuse kurde et participe aux opérations militaires contre le PKK, a une réputation controversée, entachée par des affaires de drogue et de violences.

Quelque 5 000 miliciens ont été impliqués dans des crimes ou des délits mais seulement 900 ont été poursuivis, selon des chiffres officiels. Depuis la fin juillet, les affrontements meurtriers ont repris entre l'armée et le PKK

dans le sud-est de la Turquie. Les attaques conduites par le PKK se succèdent à un rythme quotidien dans cette région.

L'armée y répond en bombardant les repaires du mouvement en Irak. Selon un bilan établi par la presse favorable au gouvernement, ces violences ont causé la mort de près de 150 soldats ou policiers et environ 1 100 rebelles du PKK.

Une partie du Parlement libyen reconnu toujours opposée à un projet d'accord de paix

Une partie des membres du Parlement libyen reconnu internationalement continue de s'opposer au dernier projet d'accord proposé par l'ONU pour constituer un gouvernement d'union nationale dans ce pays en proie au chaos.

Deux autorités rivales se disputent depuis un an le contrôle de la Libye, l'une basée à Tripoli et l'autre, composée du Parlement reconnu par la communauté internationale, exilée hors de la capitale, dans l'est du pays.

A la veille de la date-butoir du 20 septembre fixée par l'émissaire de l'ONU Bernardino Leon pour trouver un accord sur un gouvernement d'unité, un groupe de députés

tés qui comprend entre autres le président du Parlement, a publié un communiqué pour rappeler qu'il n'était pas prêt à donner son feu vert à ce texte élaboré lors de pourparlers interlibyens à Skhirat, au Maroc, sous l'égide de l'ONU. Dans un communiqué paru tard vendredi soir sur le site officiel du Parlement basé à Tobrouk, il conteste les amendements introduits dans la dernière version à la demande du Parlement rival de Tripoli. Ce groupe, qui se présente sous le nom de «commission chargée du suivi des affaires urgentes», ne précise pas combien de parlementaires le composent et se désolidarise ainsi de la délégation du Parlement qui mène les discussions au Maroc. Vendredi, l'émissaire de l'ONU Bernardino Leon s'était réjoui qu'un troisième groupe de députés du

Parlement reconnu qui boycottait jusqu'alors les discussions de paix se soit finalement rallié à ces pourparlers. Le rejet de la «commission chargée du suivi des affaires urgentes» pourrait compliquer la conclusion d'un accord pour un gouvernement d'unité nationale. Les Etats-Unis et cinq pays européens (France, Italie, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni) ont appelé vendredi les Libyens à se mettre d'accord d'ici dimanche sur les candidats à ce gouvernement, afin d'ouvrir la voie à une aide économique et sécuritaire pour ce pays déchiré par une guerre civile. Le 12 juillet dernier, un accord de paix et de réconciliation proposé par l'émissaire de l'ONU avait été signé à Skhirat par le Parlement reconnu par la communauté internationale mais rejeté par les autorités de Tripoli.